

CHIFFRENUR FÜR INTERNEN GEBRAUCH
POUR USAGE INTERNE UNIQUEMENT

bruxelles, 31.10.90 15h00 urgent

- 1. Nov. 1990

8 15

0153 hhhh

c o n f i d e n t i e l

pour :

- conseiller federal j.p. delamuraz
- conseiller federal r. felber
- secretaire d'etat f. blankart
- secretaire d'etat k. jacobi
- ambassadeur j. kellenberger
- ambassadeur m. krafft
- ambassadeur s. arioli
- ambassadeur w. rossier, geneve

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	777.231.1
EE	
R	- 1. NOV. 1990
Kopie an	BIF/Kel/a.i. col

e e e, volte-face de la suede

je viens d'avoir un long entretien avec le directeur general horst krenzler (k), negociateur en chef de la commission des ce pour l'eee.

1. selon k., la commission ne prendra pas position sur les developpements dans les pays scandinaves et notamment en suede. il m'informera encore si elle en aura discute dans sa seance d'aujourd'hui. il ne fait pas de doute que plusieurs commissaires se felicitent de ce developpement (delors, christophersen, brittan).

2. k. distingue deux types de reactions dans les milieux communautaires :

ceux qui jugent sur un plan purement politique et global n'accordent plus d'importance a la negociation eee qui est desormais depassee, c'est clairement l'avis de beaucoup de membres du parlement europeen,

ceux qui connaissent les dossiers, notamment andriessen et ses collaborateurs, savent qu'une grande partie des problemes que souleve l'acquis communautaire pour les pays de l'aele devront egalement etre examines en cas d'adhesion. les negociations sur l'eee ne sont donc aucunement un exercice inutile.

3. a ma remarque qu'il y a aussi, dans cette negociation, des elements qui sont specifiques a l'eee, notamment les aspects institutionnels, et a ma question de savoir si l'evolution de la position suedoise ne risque pas de freiner ou de decourager ceux a la commission qui ont la responsabilite de developper des propositions a cet egard, k. repond qu'il ne s'agit pas d'un probleme de bonne volonte ou de creativite, car, souligne-t-il, la marge de manoeuvre de la commission en matiere institutionnelle est de toute facon si etroite qu'a peine quelques ameliorations "optiques" - eviter l'impression du "fait accompli" - sont concevables.

original envoye a: - cf delamuraz (par fax)

copie envoyee a - ofaee (3x)

- bureau de l'integration (3x)

31.10.90 17h00 -t- be

Dodis



les adversaires de l'eee parmi les etats membres sont coriaces et, sous l'impression de la conference intergouvernementale sur l'union politique, le parlement - avide d'elargir ses propres competznces - durcit son opposition contre toute "ingerence" de pays tiers dans le processus decisionnel de la ce.

4. k. pense qu'apres ce qui s'est passe en suede (mais aussi en norvege), c'est aux pays de l'aele de clarifier leur position et de donner un nouveau signal. il considere meme un tel message - dans le sens que l'aele maintient sa position et desire poursuivre la negociation avec vigueur - comme urgent.

k. explique que les travaux internes de la ce sont extremement lourds et ne produisent rien de positif si l'aele ne pousse pas. k. ne pense pas que le conseil consacra beaucoup de temps au dossier eee les 12/13 novembre puisque m. andriessen se trouvera a tokio ces jours-la.

5. a ma remarque qu'il demande beaucoup a l'aele en suggerant que tout le dynamisme negociateur doit venir de son cote, k. repond qu'a son avis le moment n'est pas venu pour avoir des "etats d'ame". pour proceder a une appreciation de la situation serieuse et eventuellement a un changement de direction, il faudrait que toutes les cartes soient sur la table. c'est loin d'etre le cas aujourd'hui et il rappelle qu'il espere beaucoup que l'aele rende plus precises et plus explicites ses idees et ses contre-propositions dans certains domaines, notamment institutionnels.

de tscharner

ambasuisse